

Objectifs

- Maîtriser le PSE dans ses dimensions juridiques et humaines
- Maîtriser la procédure de licenciement collectif pour motif économique et le rôle des différents acteurs
- Apprécier les apports de la Loi Travail et des Ordonnances Macron

Public

Élus du CSE

Pré-requis

Aucun

Moyens pédagogiques

QCM et mises en situation

Modalités d'évaluation

Quizz, évaluation et questionnaire de satisfaction

Durée

1 jour soit 7 heures

Intervenant

Juriste en droit social

Suivi

Assistance téléphonique pendant 3 mois après le stage

Tarif

Intra : 1 590 € nets / jour / groupe
(+ frais pour la province en présentiel)
Inter : 590 € net / jour / personne
Inter visio : 490 € net / jour / personne

Financement

Financement par le CSE

Modalités d'accès

30 jours avant le début de la formation

Modalités techniques

Possibilité de suivre cette formation en visio via Microsoft Teams. Invitation envoyée au préalable à chaque participant. Support de formation envoyée à l'issue de la formation

Accessibilité

En cas de situation de handicap, nous contacter en amont afin de mettre en place les adaptations et autres modalités

Programme :

En amont : les mesures de prévention des licenciements à connaître

Ordonnance Macron : les accords de performance collective
Activité partielle

Maîtriser la notion du motif économique

Causes économiques qui justifient un licenciement : difficultés économiques, réorganisation pour la sauvegarde de la compétitivité de l'entreprise
Conséquences sur l'emploi (suppression, transformation ou modification du contrat de travail)
Cadre d'appréciation des causes économiques

Les procédures de licenciement économique

Licenciement individuel
Licenciement de moins de 10 salariés
Licenciement de plus de 10 salariés

S'approprier le cadre juridique d'un PSE

Enjeux d'une réorganisation et l'impact sur l'emploi
Obligations de formes et de calendrier
Calendrier du projet de licenciement économique collectif
Elaboration des documents pour la consultation
Contenu du plan : les mesures devant figurer dans le catalogue des mesures sociales
Communication sur le projet
Procédures d'homologation et de validation, la limitation de la portée de l'annulation de la décision de la DIRECCTE

Cerner les enjeux d'un plan de départ volontaire

Cadre juridique et son contexte
Salariés concernés
Négociation des modalités de la rupture du contrat de travail
Conséquences juridiques de la rupture amiable
Rôle du CSE dans la mise en place

Appréhender le dispositif de la rupture conventionnelle collective

Qualifier le contexte
Forme et contenu de la négociation
Procédure
Impact sur le contrat

Maîtriser les enjeux juridiques

Choix entre l'acte unilatéral et l'accord
Risque contentieux et ses conséquences